

DISSOLUTION ET LIQUIDATION DU GIP CARIF OREF – DÉFI MÉTIERS 2 ANS DE MENSONGES ET DE MÉPRIS POUR EN FINIR AVEC LE SERVICE PUBLIC DE L'INFORMATION SUR L'EMPLOI, LA FORMATION, ET L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE 42 SALARIÉS ET 12 MILLIONS DE FRANCILIENS LAISSÉS POUR COMPTE



Assemblée Générale du 20 Octobre 2022 : Dissolution et procédure de liquidation sans débat !

Jeudi 20 Octobre avait lieu l'Assemblée Générale devant prendre acte du non-renouvellement de la convention constitutive du GIP Carif-Oref Ile France – Défi métiers. Il n'y avait plus rien à discuter, et ce, malgré la proposition de débattre d'une nouvelle convention constitutive proposée par les Unions régionales CGT et Force Ouvrière.

L'assemblée Générale devait donc uniquement se prononcer sur la durée de la liquidation, le nom du liquidateur et ses missions. Fermer le ban. Plus de 20 années de service public expédiées en deux heures.

Pourtant, lors de l'AG du 4 Octobre 2021, l'État et la Région s'étaient engagés à la rédaction d'une nouvelle convention constitutive pour le GIP. Sentiment de mensonge.

La CGT estime que l'AG ne remplit pas toutes les conditions de licéité : Comme un sentiment Amateurisme ?

Il fallait aller vite à tel point que la CGT a pointé ce qui pourrait s'assimiler à des irrégularités :
Le PV du CA du 15 septembre 2022 qui a été informé de la dissolution et convoquant cette AG, n'a toujours pas été validé !

Le courrier du Préfet de Région et de la Présidente du Conseil Régional IDF actant le non renouvellement du GIP Carif-Oref n'a toujours pas été transmis aux administrateurs et aux membres de l'AG !

Autrement dit, les actes sur lesquels reposent la dissolution et l'AG organisant la liquidation n'existent pas pour les membres de l'AG pourtant convoquée pour voter la liquidation.

La CGT a par ailleurs noté des oublis dans les textes de 3 résolutions soumis au vote :

Aucune référence à la Loi régissant les GIP ni à la convention constitutive pour les éléments traitants de la dissolution et de la liquidation. Par ailleurs, selon la CGT et sa lecture des textes réglementaires, les éléments transférés et non-transférés devait être listés et votés par l'AG. La présidente a renvoyé tout cela au liquidateur.

À ce jour aucune continuité du Carif-Oref

L'État et la Région n'ont rien à proposer. Ils organisent un transfert à la découpe des missions du Carif-Oref ce qui garantit une déperdition majeure des missions actuelles. En tout état de cause la Région ne souhaite plus avoir dans les instances du Carif-Oref les partenaires sociaux qui sont renvoyés au Crefop !

L'État et la Région veulent gérer seuls un futur Carif-Oref dont les contours sont inexistant à ce jour !

Des promesses sans actes : les salariés accompagnés vers la sortie, tous licenciés !

L'État et la Région promettent des postes de catégorie A pour « recaser » les salariés et un accompagnement par une cellule dédiée. Les élus du personnel constatent que rien n'est écrit, rien n'est acté et que ce sont des postes en CDD, sans doute moins rémunérés et sans qu'ils leurs soient réservés qui leurs seraient sournoisement offerts !

Une seule chose est certaine la dissolution au 23 décembre 2022 entraine les licenciements de tous les salariés !

Pourtant V.Pécresse du haut de son ignorance a proclamé qu'il n'y aurait aucun licenciement !

2020/2022, deux années de sentiment de mensonges, de mépris pour les mandatés URIF CGT

Durant ces deux dernières années de vie du GIP Carif-Oref Francilien les mandatés CGT ont ressenti Mensonges, mépris et duperie. L'intention de la Région était dès le départ d'en finir avec Défi Métiers malgré l'engagement de réfléchir à une nouvelle convention constitutive et malgré l'embauche d'une Directrice déléguée au frais du GIP, et chargée d'une mission de préfiguration d'une agence de l'orientation qui n'est encore qu'une nébuleuse qui a justifié la fin de Défi Métiers.

**La CGT souligne la dignité, le courage, et l'engagement sans faille des salariés
La CGT exige toujours un véritable service public en matière d'Information sur
l'emploi, la formation et l'orientation**

**La CGT émet de sérieux doute sur la continuité intégrale de la mission de Défi
métiers et sur les perspectives qui seront proposées à des salariés que l'on
maltraite depuis plusieurs semaines !**